

Réaction Russe face aux sanctions économiques et financières des Etats occidentaux : vers une relecture des accords de Jamaïque et du marché économique international ?

BILOLO KABUEBUE Billy Paul, KISANGALA KANDULU Steve & ITSUISIPANA OBIATSHU

*(Reçu le 5 Janvier 2021, validé le 06 Janvier 2021)
(Received January 5th 2021, valided January 6th 2021)*

Résumé

Cet article essaie d'analyser les effets économiques de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur le niveau mondial. Il est donc question d'examiner les effets des réactions russes face aux sanctions financières et économiques des occidents. On a pu constater que les répercussions de la guerre se manifestent de trois manières :

- La hausse des prix des matières premières telles que les denrées alimentaires et l'énergie fera augmenter l'inflation, ce qui aura pour effet d'éroder la valeur des revenus et de peser sur la demande.
- Les pays voisins, en particulier, devront faire face à une perturbation des échanges commerciaux, des chaînes d'approvisionnement et des transferts de fonds, ainsi qu'une augmentation du flux de réfugiés.
- Enfin, la perte de confiance des entreprises et l'incertitude accrue des investisseurs pèseront sur les prix des actifs financiers (Produits dérivés), ce qui aurait pour effet de resserrer les conditions financières et de provoquer éventuellement des sorties des capitaux des marchés émergents.

Mots-clés : réaction russe, sanctions économiques et financières, états occidentaux, guerre Russie-Ukraine

Abstract :

Summary This article tries to analyze the economic effects of the war between Russia and Ukraine on the world level. It is therefore a question of examining the effects of Russian reactions to financial and economic sanctions from the West. The effects of war have been seen to manifest themselves in three ways: - Rising commodity prices such as food and energy will drive up inflation, which will erode the value of incomes and weigh on demand.

- Neighboring countries, in particular, will face disruption in trade, supply chains and remittances, as well as an increase in the flow of refugees.

- Finally, the loss of business confidence and increased investor uncertainty will weigh on the prices of financial assets (Derivatives), which would have the effect of tightening financial conditions and possibly causing capital outflows from emerging markets.

Keywords: Russian reaction, economic and financial sanctions, Western states, Russia-Ukraine war.

I. Introduction

Le 24 février 2022, le conflit entre la Russie et l'Ukraine s'est mué en une véritable guerre qualifiée par la communauté internationale d'invasion russe en Ukraine. L'UE et les USA ont pris une série de sanctions dans le but d'isoler la Russie du système financier et du marché international.

Ces sanctions qui, dans leur majorité sont d'ordre économique, financier, diplomatique, ne sont sans conséquence sur la marche de l'économie internationale en général et de la Russie en particulier, d'autant plus les relations économiques internationales sont caractérisées par l'interdépendance des Etats. Elles interviennent au moment où les USA et la Chine sont déjà dans une guerre commerciale depuis trois ans (Bilolo & Mulumba, 2020).

La Russie peut riposter à ces sanctions, de deux manières :

- Elle peut prendre des mesures de restriction d'importation de certains produits, comme elle l'avait fait en 2014 en réponse aux sanctions économiques imposées par l'UE et les USA lors de l'invasion en Crimée car au lendemain de l'annexion de la Crimée, nombreux responsables russes ont plaidé en faveur d'une « réorientation stratégique » des intérêts de la Russie en Asie.
- Mais elle peut adopter une réponse beaucoup plus, forte aux mesures de gel des avoirs russes prises ces derniers jours par les pays occidentaux. En l'occurrence, s'associer avec la Chine pour créer un nouveau système de paiement des transactions parallèle à celui existant. Ce qui remet en cause les accords de Jamaïque et soulève en même temps la question d'un Nouvel Ordre Economique International et peut ramener à une relecture des accords de Jamaïque de 1976. Quelles seront les chances de succès d'une telle approche ?

Il y a lieu de relever que les relations économiques et financières internationales sont caractérisées par l'interdépendance des Etats. Aucun pays au monde aujourd'hui n'est capable de vivre en autarcie. La question à se poser est celle de savoir si l'occident n'a pas besoin de la Russie et vice versa ? Notre article traite des points suivants : bref historique, les accords de Jamaïque.

II. Bref aperçu historique sur le système monétaire et financier international

Dans cette section, nous passons en revue de manière succincte le système de Breton Woods, l'Accord de Jamaïque et le consensus de Washington pour montrer comment le système financier international a subi des mutations.

2.1. Système de Bretton Woods

Pour bien comprendre les Accords de Jamaïque, il nous faut planter le décor en remontant au système de Bretton Woods.

Le système financier international est l'architecture normative et institutionnelle qui structure les échanges appartenant à la finance internationale. Ce système facilite la rencontre entre l'offre et la demande des capitaux (fonds prêtables), actifs financiers et autres.

En effet, Jusqu'au début des années 1970, le Système Monétaire International (SMI), issu des accords de Bretton Woods était caractérisé par l'existence des parités fixes (avec des marges de fluctuation de plus ou moins 1 % par rapport à la parité officielle. Fluctuation de plus ou moins 1 % par rapport à la parité officielle. L'abandon de la convertibilité du dollar (15 août 1971) et la dévaluation du dollar (décembre 1971) portent un coup à ce système et constitue une première rupture.

Le système de Bretton Woods porte en lui les germes de son échec futur à cause de son caractère irrationnel. Etant donné que le commerce mondial et l'économie mondiale exigent un volume croissant des signes monétaires, on se trouve devant un dilemme suivant : si la balance des paiements des USA, pays à monnaies de réserve, est déficitaire, le monde risque de manquer de liquidités et de sombrer dans la déflation ; l'accroissement de la masse monétaire qui en résulte ne peut que compromettre la confiance initiale du dollar. Le dollar n'est plus « as good as gold », certains pays vendent systématiquement leurs dollars contre l'or.

La deuxième dévaluation du dollar (février 1973) met fin totalement à tout ce qui pouvait encore subsister du système de Bretton Woods : les parités fixes disparaissent ; les changes flottants l'emportent. L'officialisation de cette nouvelle situation sera décidée en 1976 par les accords de la Jamaïque. C'est désormais le flottement généralisé des monnaies.

Les taux de change jouent un rôle majeur dans le commerce international puisque, le prix de tout produit d'un pays étranger dépend du cours de la monnaie de ce pays. Le libre-échange ne peut être mutuellement avantageux pour tous les participants que si les taux de change correspondent à un équilibre des balances commerciales. Une monnaie faible favorise les exportations, mais affecte les importations. A l'inverse, une monnaie forte est un handicap pour les exportations, mais un atout pour les importations.

La hausse du dollar de 1981 à 1985 est à cet égard exemplaire. En effet, la politique monétariste du Président Reagan et du Président de la Federal Bank Paul Volcker, conduit les USA à combler les déficits budgétaires et leur déficit commercial au moyen d'emprunts à l'étranger favorisé par des taux d'intérêt élevés (jusqu'à 20%). La conséquence est un afflux de capitaux étrangers et une hausse du dollar.

2.2. Accords de Jamaïque

Les accords de Jamaïque font suite à la réunion de Kingston tenu au Jamaïque, le 7 et 8 janvier 1976. Ils légalisent le système de taux de change flottants et mettent fin aux parités fixes mais ajustables au niveau international. L'or n'a plus aucun statut officiel au sein du FMI et dans les relations économiques entre ses Etats membres.

Pour mémoire, à Bretton Woods (1944), les grandes lignes du système financier international ont été définies depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Néanmoins, aucun contrôle n'a été instauré dans le cadre de ces accords sur la quantité de dollars américains émis. Les USA avaient la possibilité de ne pas respecter leurs engagements envers les comptes extérieurs. Dans les années 1960, les pays qui exportent plus vers les USA accumulent d'immenses réserves en dollars et qui donnent lieu à autant d'émissions dans leur propre monnaie alimentant une inflation de plus en plus inquiétante.

Le système des taux de change fixe s'écroule définitivement en mars 1973 avec l'adoption du régime de change flottant c'est-à-dire que les taux de change s'établissent en fonction des forces de marché. Confronté à cette situation, des pays européens traversent plusieurs années de chocs monétaires, caractérisés par la création de l'éphémère serpent monétaire (1972- 1978), qui vise à limiter les fluctuations de taux de change entre les pays membres de la communauté économique européenne.

Les accords des Jamaïque s'appuient sur trois dispositions essentielles :

- L'abandon du système de taux de change fixe et la légalisation du nouveau système de taux de change.
- Le rôle de surveillance attribué au FMI
- L'élimination du rôle de l'or au sein du SMI et la place prépondérante accordées au DTS.

Ces accords prennent acte du fait que les pays ont renoncé depuis la seconde dévaluation du dollar en 1973 à avoir des parités fixes. Ils ont permis au FMI de perdurer administrateur alors qu'il a perdu le rôle réel et central que lui attribuaient les accords de Bretton Woods. La crise d'identité ne cessera cependant de s'aggraver.

A partir de 1976, le FMI se tourne vers le soutien aux pays émergents connaissent un surendettement. Le FMI propose à ces pays d'appliquer des réformes économiques et structurelles en échange de prêt. Cette politique rencontre une forte contestation.

Le conflit entre européen et américain qui s'est cristallisé à Kingston émergera encore. Ils se trouvèrent identiquement dans les discussions suivants la crise de 2009, visant à donner au FMI le rôle beaucoup plus important à la suite de l'effondrement financier. L'abandon du système de Bretton Woods provoque une autre rupture qui concerne la nature de la monnaie. La monnaie devient une simple marchandise, elle change ainsi de statut et devient un actif quelconque échangé sur les marchés et provoque le raz- de – marée de l'innovation financière. D'où la globalisation financière

2.3. Consensus de Washington

L'expression consensus de Washington vise à regrouper en une forme rapide et implicite ment critique, les principes qui ont servis aux organisations internationales (Banque Mondiale et FMI) ainsi qu'au gouvernement américain qui gèrent la crise de la dette intérieure et extérieure des PED durant les années 1980. Il s'agit ainsi des mesures d'inspiration libérales qui datent de la présidence de Reagan.

N'ayant plus de véritable adversaire, ni sur le plan idéologique, ni sur le plan militaire, les élites mondialisées se sont attelées à une nouvelle tâche : organiser le monde au tour d'un code de bonne conduite du libéralisme connu sous le terme « Consensus de Washington ». Il s'agit de dix propositions, dix commandements qui doivent s'imposer à tout gouvernement : Contenir les déficits publics ; Réorienter les priorités en matières de dépenses publiques ; Réformer la fiscalité ; Libéralisation financière ; Adoption d'un taux de change unique et compétitif ; Libéralisation des échanges commerciaux ; Elimination des barrières à l'investissement direct à l'étranger ; Privatisation des entreprises publiques ; Dérégulation des marchés pour assurer l'élimination des barrières à l'entrée et à la sortie ; et enfin, Sécurisation des droits de propriété.

C'est un code de bonne conduite qui doit garantir à tous ceux qui l'appliqueraient croissance et prospérité. C'est le programme de la marche vers une homogénéisation par le haut, une globalisation qui ne doit faire que des gagnants. Cette vision du monde est butée à des crises à répétition de l'économie mondiale. Quelques pays sous-développés deviennent cependant émergents, mais une grande partie se sous- développe et vit les affres de la mondialisation.

La globalisation financière est le reflet d'une économie qui se mondialise dans tous les domaines et qui entraîne avec elle la finance. Cette mondialisation est bien sûr le fait du commerce international dont l'essor est sans précédent depuis 1945 ; la dynamique du commerce entraîne une mondialisation de l'industrie. Des flux financiers énormes résultent de cette internationalisation commerciale et industrielle : règlement des échanges, couverture des risques, transports, investissements, rapatriement des bénéfices etc. Elle vient approfondir l'interdépendance des Etats.

La sphère financière s'étend ainsi au mépris des frontières et des Etats. C'est la logique de la mondialisation. Elle porte en elle la logique d'un marché sans contrainte, sans limite avec ses succès et ses risques. Le marché financier, nécessaire au bon développement de l'économie semble parfois s'éloigner de sa fonction, (cf. certaines OPA, Offres Publiques d'Achat, notamment aux Etats-Unis, menés par des « raides » où l'aspect financier l'emporte sur l'aspect industriel) mais, plus encore, la financiarisation de l'économie peut être préjudiciable à l'économie lorsque l'investissement industriel apparaît moins rémunérateur que le rendement de placements sur le marché financier.

III. Impacts des sanctions sur l'économie russe

3.1. Rapprochement Russie – Chine

A. L'ombre américaine dans les relations russo- chinoises

Depuis l'effondrement de l'union soviétique, les relations russo- chinoises sont passées de la normalisation diplomatique au bon voisinage et à la coopération commerciale, le partenariat constructif au partenariat stratégique. Du point de vue des citoyens chinois, la coopération économique avec d'autres pays 37%, l'unification avec Taiwan 30%, acquisition pétrole et gaz naturel 14% (Van, 2004).

Isolée certes du monde occidental, mais de l'autre bord du pays, la Russie est depuis 2016, le principal partenaire commercial de la Chine. Il y a lieu de signaler que les relations entre la Chine et la Russie sont anciennes. Elles ont connu des hauts et de bas et ce n'est que récemment qu'elles se sont amplifiées. En effet, en 2014, peu après l'invasion de la Crimée par la Russie, V. Poutine avait conclu un contrat d'approvisionnement en gaz record de 400 milliards de dollars sur 30 ans avec la Chine. Le gaz provenant de la Sibérie sera acheminé par un gazoduc d'environ 4 mille kilomètres de long. (Réduire la dépendance de la chine vis-à-vis du charbon. Depuis les deux Etats se sont rapprochés jusqu'à conduire les exercices militaires communs en mer du japon en 2021 qui a réuni plus de 10000 soldats.

Le gouvernement chinois est resté relativement discret sur l'invasion russe. Pour l'instant, la chine observe pour plusieurs raisons : tout d'abord, parce qu'ils ont en ligne de mire Taiwan, et ensuite, ils attendent voir l'étendue des sanctions, et enfin, ils ne veulent pas se mettre l'occident au dos.

La chine est le premier partenaire commercial de la Russie, destinataire de 15% de ses exportations. Ainsi au quatrième trimestre 2020, seulement 11% des marchandises russes exportées vers la chine ont été payé en dollars, pour 83% en euro. La monnaie européenne est celle qui profite de plus de ce changement. Dans la stratégie de dollarisation de la Russie, les échanges avec la chine jouent un rôle primordial. La Russie, la Chine et l'Arabie Saoudite veulent mettre en place un nouveau système de paiement international parallèle à celui existant et qui sera constitué d'un panier de leur propre monnaie.

Le gouvernement chinois ne ménage pas ses efforts dans la construction d'un monde multi- polaire. Des bonnes relations avec la Russie permettraient de limiter la puissance américaine dans les affaires du monde. La présence d'un voisin semi- autoritaire qui offense de temps l'occident est d'ailleurs conforme aux intérêts de Pékin. Les chinois ont parfaitement conscience de l'opposition russe à l'expansion de l'OTAN à l'est et la présence américaine en Asie centrale.

La guerre en Ukraine est une excellente nouvelle pour la Chine qui voit la dépendance russe s'accroître de plus en plus. Pékin est en position de force devant Moscou.

Pour l'instant, aucun pays d'Afrique, d'Amérique latine ni de l'ASEAN n'a engagé des sanctions contre la Russie. Il est donc important de montrer que Moscou n'est pas du tout isolée. Et derrière

cette absence de condamnation, la Chine a tout à gagner à se poser comme médiatrice dans la guerre. Cela fait partie des ambitions chinoises de vouloir jouer le rôle plus important sur la scène diplomatique internationale, de souhaiter un monde plus pacifique, plus multilatéral.

La Chine voit l'opportunité d'accélérer le processus de déclin de l'occident pour remplacer les USA en leur qualité de pacificateur. Cette guerre montre aussi l'isolement de l'occident et le déclin des USA sur la scène diplomatique. Il y a vingt ans, les USA auraient été en première ligne sur ce conflit et ce n'est pas le cas aujourd'hui. Et la Chine profite de cette vacance. La Chine est donc, impatiente de travailler avec la Russie pour porter les relations sino-russe à un degré supérieur dans une nouvelle ère. Les deux pays font blocs devant les USA.

B. Problèmes des sources d'énergie

Autre raison pour laquelle Pékin tient à sa relation avec Moscou, c'est la stabilité de son approvisionnement énergétique. En effet, la Chine est tributaire des importations de pétrole depuis 1993 et elle dépend des voies maritimes internationales pour garantir la sécurité énergétique, il lui faut diversifier ses sources d'importation. Or, la Russie deuxième producteur du pétrole au monde est géographiquement préférable aux autres zones. Le pourcentage du pétrole russe dans les importations chinoises est de 2,1 en 2001 à 10,1% en 2015 (Kindavot, 2017), ce qui traduit le degré de dépendance de la Chine par rapport à la Russie. Il y a lieu de signaler aussi la construction des oléoducs pour la conduite de gaz (CNPC, 2006).

Outre le pétrole et gaz, le lien naissant et croissant dans le domaine de l'électricité constitue un autre pôle. La Chine manifeste aussi grand intérêt pour l'eau russe. Pénuries, pollution et inondation ont entravé la croissance économique et grevé la santé publique dans un pays où la part des ressources en eau naturelle atteint le quart de la moyenne mondiale.

L'énergie est le principal vecteur des retombées économiques pour l'Europe est la Russie étant une source essentielle pour les importations de gaz naturel. Des ruptures plus larges de la chaîne d'approvisionnement pourraient également avoir des conséquences. Ces effets vont alimenter l'inflation et ralentir la reprise post covid.

3.2. Turbulences sur le marché financier

La guerre a provoqué des turbulences sur les marchés financiers internationaux. La plupart des marchés boursiers aux USA et en Europe ont clôturé en baisse. A la baisse de prix, l'indice CAC 40 a reculé de 3,8% au cours de la seule journée du jeudi 24 février par exemple.

Au cours des dernières années, la Russie de son côté, a tenté de modérer (réduire) son exposition au système financier international notamment en diminuant considérablement le montant de sa dette publique et en constituant des réserves de change (de 490 à 630 milliards). Si les USA et l'UE venaient par leurs sanctions à exclure totalement la Russie du SFI, l'économie russe pourrait s'effondrer.

Il est vrai que les sanctions économiques n'impacteront pas la poursuite des opérations militaires mais auront un impact désastreux sur la Russie et des répercussions sur l'économie mondiale, en particulier sur les prix des matières premières.

Les finances publiques des pays européens pourraient également pâtir des dépenses supplémentaires pour la sécurité énergétique et le budget des défenses. Les expositions étrangères à la chute libre des actifs russes à l'échelle mondiale mais aussi les pressions sur les marchés des pays émergents pourraient s'accroître sur les investisseurs recherchant des refuges sûrs. De même, la plupart des banques européennes ont un risque direct limité et gérable lié à la Russie.

3.3. Isoler la Russie du réseau SWIFT

L'une des sanctions envisagées est l'exclusion de la Russie du réseau SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications). Il s'agit d'une société privée de droit belge, créée en 1973 et qui rassemble plus de 11000 établissements bancaires à travers le monde au sein d'un réseau de messagerie sécurisée dédiée aux opérations financières. Ce réseau sert notamment de transmettre des ordres de paiements. Exemple en 2021, le réseau a transmis 11 milliards de dollars.

Une exclusion de la Russie de ce réseau de communication Swift rendrait difficile et coûteux les transactions financières pour les entreprises russes. Cela aurait des conséquences sur les productions russes, ce qui pourrait provoquer une hausse du prix de l'énergie. Certains membres du G7 craignent cette hausse de prix. Une autre crainte des membres du G7 est la création de système de paiements rivaux, en coopération avec la Chine qui n'utiliserait pas le dollar américain.

D'ailleurs, le Ministre russe des affaires en séjour de travail en Chine l'a dit encore tout haut, nous citons : « nous devons ensemble avec la Chine et aussi avec l'appui de son sympathisant créer un Nouvel Ordre Economique Mondial ». Une telle initiative peut, à notre avis, réussir tout comme elle peut échouer. La probabilité de réussite peut être expliquée par les fissures existantes dans le système financier international. De plus en plus des voix se lèvent pour la réforme de ce système, surtout les pays émergents qui drainent une masse importante des capitaux aujourd'hui. Il y a lieu de citer ici la réforme de Quotie part etc. L'échec peut être expliqué par la faiblesse de la monnaie chinoise qui est actuellement ancrée sur l'euro en majorité et dollar et des réticences d'une bonne partie de l'économie mondiale de rejoindre une telle initiative pouvant impacter les relations diplomatiques avec l'Occident.

Aujourd'hui plus qu'hier, le cours d'une monnaie est une des armes économiques les plus puissantes, à laquelle plusieurs pays recourent pour amortir les conséquences de la crise économique. En effet, la variation du taux de change constitue un des outils à la disposition des décideurs politiques au même rang que les droits de douane, les quotas et les subventions pour influencer sur les échanges. Le taux de change influe souvent sur un plus grand nombre de transactions que tout autre prix unique dans une économie et agit directement sur les prix intérieurs de tous les biens échangés (Bilolo & Mulumba, 2020).

En effet, la problématique de la sous-évaluation ou de la surévaluation d'une monnaie fait l'objet d'intenses débats à l'échelle planétaire. Ce problème est soulevé par exemple lorsque les monnaies comparées appartiennent à des économies différentes sur le plan structurel. L'on sait que la surévaluation du taux de change stimule les exportations et renchérit les importations tandis que la sous-évaluation du taux de change freine les exportations et rend moins chers les biens importés.

Au plan monétaire, nul ne sait si l'émergence inéluctable de nouvelles monnaies rivales sur la scène mondiale des devises, notamment l'euro et le renminbi, pourrait devenir à terme une véritable solution de substitution ou de complémentarité au dollar. Certains économistes au nombre desquels se trouve Emmanuel Farhi prédisent déjà qu'avec cette émergence de monnaies concurrentes du dollar, les investisseurs internationaux auront un choix s'ils décident d'abandonner le dollar. La politique monétaire arrivant à bout de munitions, certains pays n'auront peut-être d'autre choix que de pratiquer des ajustements de taux de change (Farhi, 2019).

Il est vrai que le sort de l'économie américaine est intimement lié à la posture internationale du dollar américain, qui lui confère son hégémonisme historique depuis Bretton Woods en passant par le flottement de monnaies en 1973 et la domination du pétrodollar (Galacteros,2017) dans la finance mondiale depuis 1974 et lui laisse une grande marge de manœuvre pour protéger à son aise son marché intérieur. Les pétrodollars constituent l'un des piliers de la puissance économique de l'Amérique, car ils créent une demande externe importante en dollar, ce qui permet aux Etats-Unis d'accumuler des dettes énormes sans défaut. La force du dollar est la raison pour laquelle les gouvernements sont disposés à les maintenir dans leurs réserves de change.

À l'heure actuelle, la prédominance du dollar fait des États-Unis le banquier du monde. En tant que tel, le pays jouit de privilèges exorbitants et fait face à des obligations exceptionnelles. Directement ou indirectement, il est le principal fournisseur d'actifs sûrs et liquides au reste du monde, l'émetteur de la monnaie dominante pour la facturation commerciale, l'intervenant le plus puissant dans la politique monétaire mondiale et le principal prêteur de dernier ressort (Galacteros,2017). Sans doute l'hégémonisme du dollar a-t-elle permis aux Etats-Unis d'attirer depuis des années des masses énormes des financements en provenance mondiale. C'est ce qui s'est passé pour la livre sterling, peu à peu tombée en disgrâce avec le déclin de l'empire britannique. Certes, la disparition du dollar n'est pas pour demain mais nous assistons aujourd'hui à une nouvelle étape de son déclin.

Une autre façon de dire la même chose est que les Etats-Unis se sont endettés vis-à-vis de l'extérieur dans des proportions sans équivalent dans aucun autre pays. C'est ce que montre le creusement du solde de leur balance des paiements : la dette extérieure américaine s'accroît à un rythme explosif qui dépasse maintenant cent milliards de dollars par trimestre. Si le monde accepte de la financer, c'est parce que la superpuissance mondiale possède une énorme supériorité militaire, technologique et financière (Galacteros,2017)

Aussi, disposer d'une monnaie sur laquelle tout le système monétaire international repose est une pièce maîtresse de cette hégémonie. Chaque fois que des tentatives de remise en cause de l'hégémonie monétaire des Etats-Unis, surviennent sur le marché mondial, l'administration américaine ne laisse pas cette situation se perpétuer sans réagir et sans riposter vigoureusement. Comme qui dirait « promouvoir un successeur au dollar, c'est une campagne à n'engager qu'après mûre réflexion » !

N'oublions jamais que si le dollar « tient », c'est aussi parce que les banques centrales des pays industrialisés, plus ou moins contraintes et forcées, en détiennent de grandes quantités sous forme de réserves de change qu'elles placent en bons du Trésor américain. Elles soutiennent ainsi à la fois le cours de la monnaie américaine et la tenue des marchés obligataires.

La Chine possède à elle seule plus de mille milliards de dollars américains dans les coffres de sa banque centrale. Selon l'Université Sherbrooke, la Banque nationale chinoise bat tous les records à l'échelle mondiale en termes d'accumulation de réserves de change. Sur cette base, la sous-évaluation du taux de change de la monnaie chinoise, le renminbi, sur les marchés de change ne constitue en rien un handicap pour l'expansion économique mondiale de la Chine et ne lui prive nullement d'une grande latitude pour protéger son marché intérieur. Son économie a développé une capacité exceptionnelle à produire des biens de qualité à très faibles coûts dont sont friands, notamment les ménages et les entreprises américaines, toujours en quête de réaliser des marges et des économies. La Chine, protégée par l'immensité de son territoire, a déjà prouvé qu'une guerre conventionnelle ne permettait pas de détruire les forces vitales de son économie.

Ce que la Chine redoute c'est l'éclatement d'une guerre des monnaies, d'une guerre financière, imprévisible et sans précédent, qui mettrait gravement en péril la sécurité économique de la Chine et plongerait tout le pays dans le chaos²⁹. En attendant la concrétisation de cette éventualité, deux raisons majeures justifient la fin du règne du roi-dollar au profit de l'émergence internationale du yuan chinois.

3.4. Conséquences économiques de la guerre

La Hausse des prix de l'énergie et des certaines matières premières, le ralentissement de la croissance économique et les turbulences sur les marchés financiers mondiaux sont les conséquences économiques de cette guerre.

3.4.1. La hausse des prix des matières premières

Onzième puissance mondiale en termes de PIB, la Russie est l'un des premiers exportateurs mondiaux du gaz naturel. Elle fournit également le pétrole, des céréales comme le blé et le colza et des métaux industriels tels que le nickel et l'aluminium. Dans ce contexte l'une des premières conséquences de la guerre en Ukraine devrait être une augmentation du prix de l'énergie et certaines matières premières.

Exemple : lors de la seule journée du 24 février, les cours du gaz naturel ont augmenté de 25% sur le marché TTF, plateforme localisée au Pays Bas et considérée comme référence en Europe.

Plusieurs facteurs expliquent ces tensions sur le prix de l'énergie et des matières premières. Tout d'abord, la Russie pourrait volontairement réduire son offre afin d'exercer la pression sur les pays européens, capables de lui infliger les plus lourdes sanctions économiques. (Selon le mécanisme classique, à demande inchangée, le prix augmente).

D'autre part, la Russie pourrait se trouver de plus en plus isolée et réduire sa participation aux échanges commerciaux, ce qui conduira les autres à rechercher des sources alternatives d'énergie et donc plus coûteuses. Enfin, la guerre déclenchée en Ukraine pourrait créer la détérioration des infrastructures nécessaires aux exportations des biens : ports, gazoducs, oléoducs etc.

Concernant l'économie mondiale, elle est confrontée à un choc d'offre multiple et de grande ampleur : l'offre d'énergie fossile, pétrole, gaz et charbon, l'offre des denrées alimentaires comme le blé et d'autres intrants agricoles (potasse engrais azotés) et industriel (nickel et titane), qui forment l'essentiel des exportations russes sont toutes fortement réduites, sans parler de celle de l'Ukraine. Il en résulte une augmentation des prix mondiaux pour les intrants.

3.4.2. Dégradation du pouvoir d'achat

En RDC, comme dans nombreux pays, les mécanismes de formation du prix de l'essence et du gaz sont complexes et ne dépendent qu'en partie du prix du pétrole et du gaz naturel. La hausse des prix sur les marchés internationaux de l'énergie et matières premières devrait toutefois, provoquer l'accélération de l'inflation qui a fait son grand retour dans des nombreux pays (USA, UE etc).

Cette accélération de l'inflation pourrait avoir deux conséquences :

- Elle devrait peser sur le pouvoir d'achat, c'est-à-dire sur la capacité pour les ménages d'acheter les biens et services avec leurs revenus.
- L'accélération de l'inflation pourrait ensuite inciter les banques à davantage durcir les politiques monétaires menées. Afin de limiter l'inflation, elles ont, en effet d'ores et déjà comme les programmes d'assouplissement.

A Kinshasa, on ressent de plus en plus, les conséquences de l'envahissement de l'Ukraine par les troupes russes. Non seulement le prix du pain augmenté dans la capitale, mais aussi les grandes boulangeries comme les petites à travers la ville ont diminué le grammage de leurs produits planifiés.

Raison : la farine de blé est importée en grande partie de deux pays en guerre pour le moment, est à bord de rupture. La quantité qui arrive désormais venant de l'Europe et d'Asie ne suffit pour permettre aux boulangers dans le pays de faire leur travail. Parmi les autres produits qui connaissent l'augmentation des prix, il faut citer aussi les céréales dans leur diversité. On parle également du ciment gris dont le prix a augmenté. Le sac de ce produit très stratégique se vend à 23000 FC alors qu'il se négociait à 18000 FC, soit une augmentation de prix de 5000 FC. Car l'un des produits qui

entrent en compte dans la fabrication de ciment gris, le fuel, produit en grande quantité par la Russie, ne se voit plus sur le marché.

Cette situation de surchauffe sur le marché de certains produits de première nécessité doit interpeller les autorités qui doivent travailler pour renverser la tendance de voir le pays s'atteler à la production au lieu de continuer à importer la plupart des produits consommés par les congolaises et congolais.

La Russie et l'Ukraine étant des grands producteurs des matières premières, les perturbations ont provoqué une flambée des prix mondiaux notamment du pétrole et du gaz naturel, le coût des denrées alimentaires a fortement augmenté : la Russie et l'Ukraine assurent 30% des exportations mondiales de blé. Au-delà des retombées mondiales, les pays directement exposés aux risques dans les domaines commerciaux, touristiques et financiers subiront des pressions supplémentaires. Les pays qui dépendent des importations du pétrole verront l'inflation budgétaire et commerciale se creuser et la pression inflationniste s'accroître.

La forte hausse de prix des denrées alimentaires et des carburants pourrait accroître le risque de trouble dans certaines régions telles que l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine etc. Tandis que l'insécurité alimentaire devrait encore empirer dans certaines régions d'Afrique et du Moyen-Orient. Cette situation risque d'aggraver les pressions socioéconomiques, la vulnérabilité liée à la dette publique et les séquelles de la pandémie auxquelles étaient déjà confrontés des milliers de ménages et entreprises. En Afrique, le prix record du blé est particulièrement préoccupant pour une région dont les importations représentent environ 85% de l'approvisionnement et dont le tiers provient de la Russie et de l'Ukraine.

A long terme, la guerre pourrait modifier fondamentalement l'ordre économique et géopolitique mondial si le commerce de l'énergie se déplace, si les chaînes d'approvisionnement se reconfigurent, si les réseaux de paiement se fragmentent et si les pays réexaminent leurs réserves de devises. L'augmentation des tensions géopolitiques accroît encore les risques de fragmentation économique notamment par le commerce et la technologie.

En bref, on peut noter deux canaux de transmission : le canal du secteur financier difficile à chiffrer dans le contexte congolais et le canal des échanges extérieurs. A ce niveau il y a trois dimensions : 1) la baisse de l'activité des entreprises américaine et de croissance mondiale provoquerait une chute de la demande internationale de nos produits d'exportation et un recul du commerce extérieur, un fléchissement de l'offre de devise et pourtant la dépréciation du taux de change ; 2) la hausse des prix à l'importation (notamment des produits alimentaires) se traduit directement par une inflation importée par une augmentation de la demande des devises ainsi qu'à une dépréciation monétaire ; 3) la réduction des entrées des capitaux suite à l'accroissement de l'incertitude mondiale (prolifération des tensions géopolitiques).

3.4.3. A l'échelle du continent Africain

La guerre a commencé à faire disparaître la reprise post covid qui était encore très fragile sur le continent africain. Selon la Banque Centrale du Congo, on a assisté à un ralentissement de la croissance économique qui est passé de 4,5% en 2021 à 3,5% en 2022 (soit une perte de 0,7 de points de croissance). Plus de 40% des pays africains font face à un ralentissement dont l'ampleur finale dépend de la durée et de l'intensité future du conflit.

« Quand les éléphants se battent, ce sont les fourmis qui en pâtissent », dit un dicton populaire. Quand les deux géants de l'économie mondiale, à savoir les Etats-Unis, première puissance économique mondiale *de jure* et la Chine, première puissance économique mondiale *de facto* se battent, ce sont les économies les plus pauvres et les moins compétitives de la planète dont regorge l'Afrique qui en font davantage les frais en payant le lourd tribut. La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, tous deux, amis de l'Afrique ne pouvait pas ne pas avoir des conséquences sur les économies désarticulées d'Afrique Subsaharienne.

Selon Africa's Pulse (Banque mondiale), la Chine aura besoin de maintenir et même d'accroître ses ventes à l'international, afin d'assurer un niveau de vie confortable à ses 1,4 milliards d'habitants. Ce qui serait perdu aux Etats-Unis pourrait être récupéré en partie sur le continent africain. Mais l'irruption inattendue du Covid-19 a, en quelque sorte changé tous les calculs. La pandémie a déclenché la première récession de la région en 25 ans³⁸, avec une croissance projetait à 3,2 % en 2020 contre 1,8 % en 2019.

Depuis 2015, le géant asiatique a investi annuellement plusieurs milliards de dollars en Afrique dans des infrastructures (routes, chemins de fer, ports) ou des parcs industriels. Mais ces investissements, largement salués par les pays africains désirant doper leur développement économique, ont dangereusement grossi leur endettement et leur dépendance vis-à-vis de Pékin. En échange, l'Afrique continue à destiner licitement ou illicitement au marché chinois en pleine expansion, l'essentiel de ses matières premières à l'état brut (carburants et minerais) pour lesquelles aucune évaluation quantitative sérieuse n'a été encore faite jusqu'à ce jour.

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ne touchant principalement que les produits industriels qui ne font pas jusque l'objet d'intenses échanges commerciaux ni entre les Etats-Unis et l'Afrique dans le cadre de l'AGOA encore moins entre la Chine et l'Afrique dans le cadre du Partenariat sud-sud, les répercussions d'une telle guerre ne se font sentir que par des canaux indirects, notamment à travers la perturbation des chaînes d'approvisionnement commerciales mondiales et la baisse de la demande extérieure chinoise dans les pays à extrême dépendance commerciale face la Chine en carburants (Angola, Mauritanie, Congo-Brazza ville, Guinée, Sud Soudan, Erythrée), et dans les pays à dépendance commerciale élevée face à la Chine en minerais et en métaux (RDC, Zambie, Zimbabwe, Centrafrique, Soudan, Niger, Gabon, Sierra Leone).

De plus, tant que les tentatives pour la Chine d'imposer sa monnaie, le yuan à l'Afrique restent très limitées à certains pays comme F Angola, le dollar continuera encore à moyen terme, d'exercer son diktat dans la facturation commerciale des échanges croisés entre l'Afrique et le reste du monde. En effet, en s'opposant au dollar en tant que monnaie de change sur le marché du pétrole, le yuan s'attaque à l'instrument majeur fondant la suprématie du billet vert comme monnaie de réserve : le pétrodollar. La Chine se détourne progressivement des pays exportateurs de pétrole utilisant le dollar au profit de ceux qui acceptent le yuan ou sont susceptibles de l'accepter. Un rapport de force qui prend du poids au sein même de l'OPEP, puisque l'Iran, l'Angola et le Venezuela commercent déjà eux-mêmes en yuan avec Pékin.

Même si certains analystes américains annoncent un « effet-domino » avec la fin de l'ère des pétrodollars, dès lors que l'Arabie Saoudite acceptera de migrer vers le yuan, une telle perspective reste hypothétique à ce stade et les buts chinois sont à plus long terme. Bref, comme le préconise Krugman (2010) : « le meilleur moyen d'éviter une guerre commerciale est de continuer à faire du libre-échange le noyau de tout accord international », sans perdre de vue le fait que dans la bataille actuelle pour le leadership, deux logiques s'affrontent : Péruptif « America First ! » et la lente construction d'une « Route de la Soie », avec comme armes offensives, le dollar américain impuissant et en perte de vitesse sur les marchés du gaz et du pétrole face à la montée en puissance du yuan chinois sur la scène internationale.

En attendant l'issue du « bras de fer » commercial entre le pays de l'oncle Sam et l'empire du Milieu, l'ajustement des taux de change se fait là où c'est possible... c'est-à-dire sur l'euro. Donc il faudra, comme le préconise Emmanuel Farhi, du temps pour que les bienfaits de la concurrence monétaire se concrétisent. En bref, le conflit a un coup dur pour l'économie mondiale. Il va nuire à la croissance et entraîner une hausse des prix. L'ensemble de l'économie mondiale va ressentir les effets du ralentissement de la croissance et l'accélération de l'inflation. Les répercussions de la guerre se produiront de trois manières :

1. La hausse des prix des matières premières telles que les denrées alimentaires et l'énergie fera augmenter l'inflation, ce qui aura pour effet d'éroder la valeur des revenus et de peser sur la demande.
2. Les pays voisins, en particulier, devront faire face à une perturbation des échanges commerciaux, des chaînes d'approvisionnement et des transferts de fonds, ainsi qu'une augmentation du flux de réfugiés.
3. Enfin, la perte de confiance des entreprises et l'incertitude accrue des investisseurs pèseront sur les prix des actifs financiers (Produits dérivés), ce qui aura pour effet de resserrer les conditions financières et de provoquer éventuellement des sorties des capitaux des marchés émergents.

3.5. Vers un Nouvel Ordre Economique Mondial (NOEM) ?

La décision de Poutine, annoncée il y a environ un mois, selon laquelle les paiements pour les exportations de gaz et pétrole russes devront être effectués en roubles et non plus en dollars

américains, a créé une certaine agitation sur les marchés des devises et sur la scène géopolitique mondiale. Avec cette décision, il veut faire apprécier le taux de change de la monnaie russe (qui avait baissée de manière considérable après l'invasion de l'Ukraine) et augmenter les recettes tirées de l'exportation de ces matières premières vers les pays occidentaux, avec lesquels financer les dépenses publiques de l'économie russe qui va lourdement frappée par les sanctions liées à la guerre en Ukraine.

A long terme cette décision de Poutine pourrait entrainer un changement structurel du régime monétaire international, actuellement basé sur le dollar américain, qui influence l'économie globale depuis cinquante ans. Rappelons que le secrétaire d'Etat américain de l'époque, John Connally, avait fait remarquer en 1971 aux représentants des autres pays membres du G-10 que : « le dollar est notre monnaie mais votre problème ». C'est en effet un problème pour tous les pays exportateurs lorsqu'ils reçoivent des USA, l'image d'une promesse de paiement en échange d'une série des biens et services que ces pays ont vendus aux américains. Ce faisant les agents économiques aux USA ne cèdent rien lorsqu'ils importent des produits à l'étranger.

En y regardant de plus près, ils ne renoncent pas non plus aux dépôts bancaires libellés en dollars, car tous les dépôts en monnaie nationale ne peuvent se trouver que dans le système bancaire ou ils ont été créés- même si les billets en dollars américains peuvent circuler à l'étranger ou si des droits de propriété peuvent être enregistrés à l'étranger concernant des dépôts auprès de banques aux USA.

Pour éviter ce que le célèbre économiste français Jacques Rueff appelait « des déficits sans pleurs » dans la balance de paiement des Etats- Unis, il faut une réforme du structurel du régime monétaire international. Au lieu d'utiliser une monnaie nationale (dollar, franc congolais etc), les nations doivent logiquement payer toutes leurs importations dans une monnaie véritablement supranationale indépendamment su statut « fort » ou « faible » de leur propre monnaie. Il s'agit donc de remplacer le dollar américain par la monnaie chinoise ou russe, mais de convenir de l'émission d'une monnaie par une institution monétaire internationale- qui pourrait être la banque des règlements internationaux à Bâle. Le jour où cette banque émettra la monnaie et permettra aux banques centrales de payer et d'être payées pour le commerce international de leurs pays respectifs.

La chine, la Russie et l'Arabie Saoudite veulent remplacer le dollar par le Yuan. Ces pays travaillent sur des contrats libellés en devises en devises chinoises qui s'émancipent de l'exorbitant privilège du dollar américain. Les sanctions économiques imposées à la Russie accélèrent le mouvement chez les économies émergentes.

La guerre pourrait modifier l'ordre économique et géopolitique mondial. Si le commerce de l'énergie se modifie si les chaines d'approvisionnement se reconfigurent, si les réseaux de paiement se fragmentaient et si les pays remplacent leurs réserves de devises (FMI, 2020). D'après le Wall Streets journal, la Chine et l'Arabie Saoudite étudient la possibilité de payer en Yuan l'achat du brut saoudien.

L'enjeu est loin d'être marginal et pourrait précipiter le mouvement. Quelque 25% des importations chinoises de pétrole sur le total de quelques 10,5 millions de barils par jour (selon le dernier rapport de l'OPEP) sont fournies par l'Arabie Saoudite, le reste étant principalement livrée par la Russie, l'Angola et l'Irak. Cette volonté ne date pas d'hier mais elle prend de dimension nouvelle avec la guerre en Ukraine qui trace une ligne de fracture entre les pays occidentaux et émergents. Car, s'ils n'approuvent pas l'invasion russe, les pays émergents rechignent à s'aligner sur la position des USA et de l'UE.

A l'horizon 2040, la Chine devrait dépasser l'Europe et la Japon comme principal pays importateur de gaz naturel, et aurait, à l'instar du marché pétrolier, un poids déterminant dans le choix de la devise d'échange. Et avec désormais trois pays possédant près de la moitié des réserves prouvées de gaz naturel susceptibles de libeller leur contrats en yuan (la Russie et l'Iran le faisant déjà), l'on pourrait assister à une « yuansisation » progressive du marché gazier qui ne ferait qu'accroître l'internationalisation du yuan et l'influence de Pékin sur la scène internationale.

IV. Conclusion

Depuis le début du conflit ouvert entre la Russie et l'Ukraine, les échanges entre ces deux pays et le reste du monde s'en trouvent fortement affectés. Des sanctions économiques ont été prises par l'UE, les USA et certains de leurs alliés (Japon, Corée sud, Australie etc). Elles pourraient être suivies des autres mesures plus restrictives.

Les conséquences de la guerre que la Russie mène en Ukraine ont déjà ébranlé non seulement les deux pays mais aussi la région et le monde entier et montrent l'importance d'un filet de sécurité mondial et d'accords régionaux pour amortir les risques.

L'avenir n'est pas complètement bouché pour la Russie ; si un accord satisfaisant intervenait rapidement, les sanctions économiques touchant la Russie pourraient être levées. Dans ce cas, le choc serait transitoire et l'économie russe se relèverait. Dans le cas d'une occupation prolongée de l'Ukraine, l'économie russe se contracterait durablement. En effet, sur base des sanctions déjà citées, le FMI estime la baisse du PIB russe à 7% en 2022. Ce chiffre paraît anodin, mais reflète un acquis de croissance élevé au début de 2022.

Pour se protéger contre les sanctions, la Russie s'est tournée vers la Chine avec qui elle veut mettre en place un nouveau système de paiement basé sur le Yuan et les roubles. Ce qui soulève la question de la remise en cause des Accords de Jamaïque et met sur la place le débat sur un Nouvel Ordre Economique mondial.

Bibliographie

Bilolo Kabuebua, B.P. & Mulumba, J. (2020). La guerre commerciale entre les USA et la Chine : Les dessous des cartes d'une guerre de monnaie piégée. *Mouvements et Enjeux Sociaux*. 115(1). 234-256.

- Bilolo Kabuebue, B.P. (2016). Crise économique et financière en RDC : quelles solutions préconisées ? *Mouvements et Enjeux Sociaux*. Numéro spécial Janvier – mars. 134-154..
- CNPC (2006). *To increase gas pipeline capacity*. Honking: China Dailly.
- Farhi, E. (2019). Vers un système multipolaire, il faut se préparer à l'éventualité d'une transition désordonnée vers un système monétaire internationale plus sûr et efficient. *Finances et découvertes*. Numéro de juin. 12-25.
- Galacteros, C (2017). La guerre des monnaies et des hydrocarbures : les termes du contre monde en marche, 28 septembre 2017. Dossier de fond, géo économie, Energie, Chine- Etats – Unis.
- Fonds Monétaire International (2022). *Guerre en Ukraine et perspectives de l'économie mondiale*. Washingtones : Editions FMI.
- Krugman, P. (2010). *La mondialisation n'est pas coupable*. Paris : Edition La découverte.

Bilolo Kabuebue Billy Paul,

Kisangala Kandulu Steve &

Itsuisipana Obiatshu